

### Programme agrégation interne :

- ☐ L'élève en EPS et la matrice disciplinaire : de « l'éternel débutant » au « citoyen lucide, autonome, physiquement et socialement éduqué ».
- ☒ L'élève en EPS et son curriculum de formation : entre acquisition de compétences communes et contribution au développement de son identité et de son pouvoir d'agir.
- ☐ Enseigner et apprendre en EPS en milieu difficile et en milieu scolaire ordinaire.
- ☒ L'apprentissage en EPS et la question du temps
- ☒ L'activité de l'enseignant et de l'élève en EPS : entre travail individuel et travail collectif

### Programme CAPEPS interne

- ☒ La réforme de la scolarité obligatoire
- ☐ La prise en compte en EPS de la diversité des élèves ;
- ☐ L'activité de l'enseignant et les apprentissages des élèves ;
- ☒ Le projet pédagogique EPS
- ☒ L'association sportive dans le second degré ;
- ☐ Les examens en EPS dans le second degré ;

## Le sport scolaire

**A côté de l'éducation physique et sportive dispensée dans le cadre d'enseignements et d'horaires nationaux, des activités sportives sont proposées aux élèves sous l'appellation de sport scolaire.**

Le sport scolaire s'appuie sur des **associations sportives scolaires** qui sont **investies d'une mission de service public à finalité éducative et sociale**, définie dans des conventions qui les lient à l'État. Ces associations partenaires de l'École sont :

Pour le premier degré l'Union sportive de l'enseignement du premier degré (USEP) ;

Pour le second degré [\*\*l'Union nationale du sport scolaire \(UNSS\)\*\*](#).

Le développement de la pratique sportive dans le cadre du sport scolaire est un enjeu de politique éducative. La pratique sportive est notamment un des axes de [\*\*l'accompagnement éducatif\*\*](#).

### Une double finalité éducative et sociale

- le sport scolaire favorise l'apprentissage de la **responsabilité** et de la **citoyenneté** ;
- il apprend le **respect** de **soi-même**, le respect de la **règle**, de l'**adversaire** et de l'**arbitre** ;
- privilégiant l'**engagement collectif**, il valorise la notion d'**équipe** ;
- il permet l'épanouissement de **solidarités collectives** et contribue ainsi à éviter toute forme de violence ;
- impliquant les élèves dans l'organisation des rencontres sportives et les intégrant à la vie de l'association, le sport scolaire crée ces espaces de **socialisation** et de **concertation** qui sont un des lieux de formation du futur citoyen ;
- il contribue à l'**égalité** des **chances** et à l'**intégration** en donnant à tous les élèves les mêmes droits et les mêmes devoirs ;
- il améliore l'**hygiène de vie**, participant ainsi à la **prévention** des **conduites addictives** et l'**éducation** à la **santé**.

Parce que les temps des rencontres sont source d'amitié, de joies, d'émotions fortes, et le théâtre d'expériences inoubliables, la relation élèves-professeurs prend une autre dimension et, au-delà, la relation jeunes-adultes, condition essentielle d'une réelle vie associative.

Les **rencontres sportives diversifiées** et accessibles à tous les élèves développent une **culture sportive de qualité**.

### **Une composante originale de la politique éducative française**

Le sport scolaire représente une composante originale de la politique éducative française. **Il est l'objet d'un partenariat entre le ministère de l'éducation nationale et le ministère des sports**. Il implique fortement les collectivités locales, qui lui apportent leur soutien sous différentes formes : subventions aux associations scolaires, soutien au fonctionnement des structures encadrant le sport dans l'enseignement primaire et secondaire, aide aux déplacements des élèves vers les lieux de compétition, etc.

La construction européenne et le développement des moyens de communication multiplient les possibilités d'échanges culturels. Le **sport scolaire** s'ouvre sur l'**Europe** et le **monde** et favorise les **échanges** avec les équipes d'établissements des différents pays.

### **En savoir plus**

[Développement du sport scolaire](#) (Circulaire n° 2010-125 du 18-8-2010)

[Journée nationale du sport scolaire](#) (Note de service n° 2012-040 du 9 mai 2012)

Le sport scolaire et le mouvement olympique (convention signée avec le Comité national olympique et du sport français le 25 mai 2010) [Vademecum 2012 Les pratiques sportives à l'École](#)

## **Les associations dans les EPLE — article maif**

**Les établissements scolaires sont des lieux ouverts sur le monde et la société. Des associations contribuent à élargir le champ d'expérience des élèves et dynamiser la vie scolaire : ce sont les associations sportives, les foyers socio-éducatifs, les maisons des lycéens...**

Des activités en harmonie avec le projet de l'établissement

Il est évident que les objectifs et activités des associations créées dans un établissement scolaire doivent être compatibles avec ceux de la communauté éducative. Leur objet doit respecter le principe de neutralité et de laïcité. Elles sont considérées comme un des aspects de la vie scolaire même si leurs activités sont organisées dans un cadre juridique indépendant de l'EPLE.

En dehors de leur objet spécifique, ces associations sont en elles-mêmes des outils participant à l'éducation des élèves. Comme le spécifie la [circulaire n°96-249 du 25 octobre 1996](#), "les associations périéducatives n'atteignent pleinement leur objectif d'éducation à la responsabilité que dans la mesure où les élèves participent effectivement à leur gestion et à leur animation". Cette circulaire est consacrée à la situation des chefs d'établissement au sein des associations périéducatives ayant leur siège au sein de l'établissement. Le but est de favoriser le développement du sens de la responsabilité et du jugement des élèves. Ainsi, leur action s'inscrit dans le projet d'éducation à la citoyenneté.

Des structures distinctes de l'établissement

Les associations créées dans un établissement scolaire sont régies comme toutes les associations par la [loi de 1901](#). Elles doivent faire l'objet des procédures habituelles de déclaration et de publication des associations. Ce sont donc des personnes morales de droit privé, distinctes de l'établissement scolaire dans lequel elles développent leurs activités. C'est ainsi qu'elles ont un budget propre avec

une comptabilité totalement indépendante du collège ou du lycée qui les héberge. Cependant, le conseil d'administration de l'établissement doit donner son accord pour que le siège social de l'association soit domicilié en son sein. En effet le siège de ces associations sont toujours fixés au sein de l'établissement.

Elles peuvent bénéficier de subventions de l'EPLE, ce qui les engage à remettre en fin d'année un rapport moral et financier prouvant que l'argent a bien été utilisé conformément à son objet. A part les associations sportives dont le chef d'établissement est d'office président, il n'est pas conseillé qu'il le soit dans les autres. On évitera ainsi les risques liés à une « gestion de fait » pour les FSE (Foyers socio-éducatifs). Quant aux maisons des lycéens, comme leur nom l'indique, elles doivent être dirigées par les lycéens eux-mêmes.

## Les associations sportives

Parmi les associations créées dans un EPLE, les associations sportives forment un cas à part. En effet, ce sont les seules qui sont obligatoires : tout EPLE doit en avoir une ([article L 552-2 du code de l'éducation](#)). Ce sont également les seules dont le programme doit être approuvé par le conseil d'administration de l'EPLE. Enfin, le chef d'établissement en est automatiquement le président.

L'association sportive doit obligatoirement être affiliée à l'UNSS. Elle doit par ailleurs procéder à son inscription à l'inspection académique et l'informer de toute modification ultérieure de ses statuts.

Elle est administrée par un comité directeur composé, dans les collèges et lycées d'enseignement professionnel, pour un tiers par le chef d'établissement et les enseignants d'EPS, pour un tiers de parents d'élèves ou autres membres de la communauté éducative et pour un tiers d'élèves. Dans les lycées, ces proportions sont de 1/4, 1/4, 1/2.

**L'Union nationale du sport scolaire** est une fédération multisports ouverte à tous les jeunes collégiens et lycéens scolarisés. Elle a pour objet d'organiser et développer la pratique d'activités sportives, composantes de l'éducation physique et sportive et l'apprentissage de la vie associative par les élèves qui ont adhéré aux associations sportives du second degré (article premier des statuts de l'UNSS).

Site internet : <http://unss.org/>

## Les foyers socio-éducatifs (FSE)

Le foyer socio-éducatif, présent dans la plupart des établissements, n'est pas obligatoire. Il organise toutes sortes d'activités périscolaires, son champ pouvant être très large. Dans les lycées, le foyer est souvent appelé "maison des lycéens". Ses dirigeants doivent être uniquement des élèves majeurs. Les responsabilités d'adjoints peuvent par contre être assumées par des élèves mineurs.

Les autres associations

D'autres associations peuvent également avoir leur siège dans l'établissement. Ce sont par exemple l'amicale du personnel ou l'association des anciens élèves.

Les associations de parents, extérieures à l'établissement mais ayant un lien direct avec lui, sont aussi en contact régulier avec le chef d'établissement qui en réunira les représentants pour organiser les élections de parents d'élèves. Leur documentation pourra être distribuée au sein de l'établissement selon des modalités convenues en concertation avec la direction de l'établissement.

L'EPLE est par ailleurs tenu de mettre à leur disposition des moyens matériels notamment une boîte aux lettres et un panneau d'affichage ([cf. article D111-8 du code de l'éducation](#)).

## Statut et fonctionnement du sport scolaire - 14<sup>e</sup> législature

**Question écrite n° 04694 de [M. Jean-Claude Lenoir](#) (Orne - UMP) publiée dans le JO Sénat du 14/02/2013 - page 486**

M. Jean-Claude Lenoir interroge M. le ministre de l'éducation nationale sur le statut et le fonctionnement du sport scolaire. Actuellement le chef d'établissement, collège ou lycée, est président de l'association sportive. Cette situation soulève un certain nombre d'interrogations d'ordre juridique au regard des règles de gouvernance d'une association, d'une part, et a fortiori lorsque l'établissement est amené à verser une subvention à ladite association, d'autre part. Elle pose également la question de la responsabilité pénale du chef d'établissement-président en cas d'accident. Il souhaiterait connaître son sentiment et les intentions éventuelles du Gouvernement à l'égard de cette situation.

**Réponse du Ministère de l'éducation nationale publiée dans le JO Sénat du 26/09/2013 - page 2808**

Le code de l'éducation stipule dans son article R. 552-2 alinéa 3 que « l'association [sportive] est administrée par un comité directeur présidé par le chef d'établissement, président de l'association ». Le chef d'établissement est de droit président de l'association sportive (AS) de l'établissement, conformément aux statuts de l'Union nationale du sport scolaire (UNSS) et en application du décret n° 86-495 du 14 mars 1986. Le cadre juridique de l'AS en établissement est celui d'une association de type loi de 1901, mais sous une forme particulière puisque le chef d'établissement en est le président de droit. C'est l'originalité même de l'organisation du sport scolaire français qui fait sa force. Il combine en effet les souplesses liées au statut associatif avec la garantie de sa pérennité grâce au soutien des collectivités publiques, en particulier de l'État. Le chef d'établissement est « le représentant de l'État et autorité exécutive de l'établissement, il exerce à l'égard des associations péri-éducatives un rôle déterminant d'impulsion, d'appui, de suivi et de régulation », comme l'indique la circulaire n° 96-249 du 25 octobre 1996, définissant l'ensemble de ces registres. À ce titre, il est responsable civilement en qualité à la fois de chef d'établissement et de président de l'AS. Il appartient notamment au chef d'établissement de s'assurer qu'un certain nombre d'obligations réglementaires soient correctement remplies : que l'animation de l'association soit réellement assurée par les enseignants d'EPS de l'établissement dans le cadre de leur service d'enseignement ; que les statuts de l'association soient déclarés à la préfecture et que l'AS soit inscrite à l'inspection académique conformément à l'article I.1.1 du Règlement intérieur de l'UNSS ; que le programme annuel des activités de l'AS soit approuvé par le conseil d'administration de l'établissement (article R. 421-20 du code de l'éducation), après avoir été soumis pour avis, dans les lycées, au conseil des délégués pour la vie lycéenne ; que l'AS a souscrit en vertu de l'article L. 321-1 du code du sport un contrat d'assurance couvrant sa responsabilité civile, ainsi que celle de ses préposés et licenciés ; que les élèves ont souscrit une assurance pour couvrir les dommages corporels dont ils pourraient être victimes (art. I.2.8 du règlement intérieur de l'UNSS). Pour la question du financement, en tant que personne morale, l'AS dispose d'un budget propre. Comme toutes les associations de l'établissement, l'AS peut recevoir des subventions de l'État, des collectivités territoriales ou d'un établissement public tel que l'établissement public local d'enseignement (EPL) lui-même. Le conseil d'administration peut voter des aides aux associations et accepter des dons de celles-ci (décret n° 2012-1193 du 26 octobre 2012 modifiant l'organisation administrative et financière des EPL - Instruction codificatrice M9.6 relative au cadre budgétaire et comptable des EPL). En cas d'accident, la responsabilité pénale du chef d'établissement, président de l'AS peut être recherchée. Cependant, depuis la loi Fauchon (2000), le risque de condamnation est circonscrit aux fautes d'une particulière gravité. Dans tous les cas où la personne poursuivie n'est pas

l'auteur direct des blessures ou de l'homicide involontaires, l'infraction n'est constituée qu'à la suite d'une négligence grossière provenant soit d'une « violation manifestement délibérée » d'une obligation particulière de prudence ou de sécurité, soit d'une faute caractérisée exposant autrui à un risque d'une particulière gravité" qui "ne pouvait être ignoré".

## Développement du sport scolaire **circulaire n° 2010-125 du 18-8-2010**

Le sport scolaire est une des composantes de la politique éducative de notre pays, au service de la réussite, de la responsabilisation, de la santé et du bien-être des élèves. En complément de l'enseignement de l'éducation physique et sportive (EPS), il offre à tous les élèves volontaires la possibilité de pratiquer des activités physiques et sportives dans le cadre de l'association sportive scolaire.

[La présente circulaire vise à définir les grands axes d'une politique de développement du sport scolaire,](#) ainsi qu'à rappeler le rôle majeur de l'association sportive scolaire dans la vie de l'école ou de l'établissement.

## Participation des enseignants d'éducation physique et sportive du second degré aux activités sportives scolaires volontaires des élèves

**note de service n° 2016-043 du 21-3-2016**

[La présente note de service](#) a ainsi pour objet de préciser les modalités selon lesquelles les enseignants d'EPS contribuent au développement des activités physiques, sportives et artistiques dans les établissements scolaires (I) mais aussi par leur investissement dans la politique de développement du sport scolaire au niveau des districts, des départements et des académies

## La pratique sportive en France, reflet du milieu social

Lara Muller article de l'INSEE

En 2003, 71 % des personnes de 15 ans ou plus pratiquent une activité physique ou sportive, même occasionnellement. Les jeunes gens sont les plus investis dans le sport. Étudier ou être diplômé, travailler ou bien encore avoir un niveau de vie élevé favorise la pratique sportive et réduit les différences entre hommes et femmes. Ces facteurs conditionnent également le choix des activités physiques et sportives exercées et les modes de pratique. Les jeunes, les personnes diplômées ou bien insérées socialement ont la pratique sportive la plus diversifiée et c'est un public plus favorisé qui utilise les structures institutionnelles.

Le développement de la pratique sportive en France depuis une vingtaine d'années s'accompagne d'une consommation accrue d'articles de sport et de services sportifs (Liverneaux, 2004). Le nombre de licences délivrées par les fédérations sportives augmente également (encadré 1). En 2003, 34 millions de personnes de 15 ans ou plus ont pratiqué au moins une activité physique ou sportive (APS), régulièrement tout au long de l'année, seulement à certaines périodes ou bien encore pendant les vacances.

Lire la suite...

## Le point sur le sport scolaire - observatoire de l'enfance en France.

le n° 50 consacré au sport scolaire mettait en évidence le rôle que ce dernier était susceptible de jouer dans le contexte économique, social et éducatif actuel. Car pour être sensiblement différents de ceux des origines, ses enjeux n'en sont pas moins aujourd'hui essentiels. Il nous a donc semblé important de revenir sur le sujet en donnant la parole à quelques-uns de ceux qui le font vivre et le pratiquent : un président d'association départementale USEP, des enseignants du premier et du second degré. Au-delà des difficultés auxquelles ils sont confrontés et qu'ils évoquent (évolutions institutionnelles, contingences économiques et sociales), c'est un enthousiasme militant et l'attachement à quelques grands principes éducatifs ainsi qu'aux valeurs de l'école républicaine qui traversent leurs écrits ; on y rencontre par ailleurs quelques propositions pertinentes.

Enfin, après l'émouvant témoignage d'élèves de collège, un universitaire apporte un éclairage distancié sur les liens organiques entre le sport et l'Ecole : né pratiquement à l'Université, c'est cette dernière qui est appelée à lui donner désormais sa légitimité.

[Lire la suite...](#)

## Le sport scolaire, un levier stratégique [Vincent](#)

[Chaudel](#) le figaro

Du 18 au 20 mars dernier, l'[International School Sport Federation](#) (ISF) tenait sa 1<sup>e</sup> convention à Doha (Qatar). Depuis 2014, cette organisation est présidée par le français, Laurent Petrynka, qui est revenu pour nous sur la place du sport scolaire et les leviers que celui-ci représente, y compris pour la France et une candidature aux JO de 2024.

[Lire la suite...](#)

# Revue équilibre de l'UNSS



et plein d'autres encore !!!